

# Élections et crise d'hégémonie politique : le Portugal ne fait pas exception

mardi 15 octobre 2019, par [VARELA Raquel](#) (Date de rédaction antérieure : 6 octobre 2019).

**La « *geringonça* » (« bricolage ») [1] a évité au PS un destin semblable à celui du PASOK, mais il s'agissait avant tout d'une tentative visant à endiguer cette crise de la représentation historique. Cependant, son impact a été beaucoup moins important que prévu.**

La crise de l'hégémonie politique - le fossé entre représentants et représentés - dans les démocraties parlementaires a différentes expressions dans le monde. Au Portugal, il s'exprime par une abstention record, par l'incapacité du PS à obtenir la majorité absolue dans le « meilleur des mondes », par la croissance du parti pour les animaux, le PAN (une expression « bizarre » de la crise, dirait Antonio Gramsci), par l'entrée de l'extrême droite du Parlement, et dans la multiplication de nano-groupes qui ne méritent pas le nom de parti. Le Portugal - nous le comprenons dans ces élections - n'est pas un État-oasis à l'abri du tsunami de 2008.

La crise se présente ici sous d'autres couleurs, comme en témoigne l'instabilité politique et sociale progressive, et surtout la crise de légitimité d'un système électoral dont l'autorité repose précisément sur la représentation politique, basée sur le suffrage universel. Nous nous dirigeons vers une situation dans laquelle un Portugais sur deux ne vote pas - en dépit de la campagne énergique menée par l'État contre l'abstention. Ce fait mérite une réflexion, ce qui ne peut pas être fait en comparant l'abstention de 2015 à 2019. L'évolution de l'abstention entre 1975 et 2019 est écrasante - c'est un fait structurel et destructeur.

Cela ne s'explique pas seulement par un « bon dimanche à la plage » ou par le manque de sensibilisation à la valeur universelle de la démocratie. Le Portugal a vécu une dictature pendant 48 ans et plus de 95% des Portugais se sont mobilisés pour voter en 1975. La dépolitisation massive de la sphère publique à partir des années 1980, la professionnalisation et la bureaucratisation de la politique et le poids des décisions de plus en plus concentrées par des institutions non élues ont contribué à cet écart entre gouvernants et gouvernés.

L'autre expression de la crise est la victoire du PS sans majorité absolue. Le PS a bénéficié du traumatisme subi par le gouvernement PSD / CDS sous la troïka, de l'absence d'une opposition qui, lors des grandes décisions, a soutenu le PS ou s'est abstenue, du soutien des principaux partis de gauche, en particulier le PCP. Pour la première fois depuis 1975, le PCP a soutenu un gouvernement PS. C'est le fait historique le plus intéressant qui mérite une réflexion à approfondir. Il s'agissait du premier gouvernement depuis 1976 contre lequel aucune force n'a crié « Gouvernement dehors ». Le PS a également bénéficié d'un environnement économique international favorable - bien que désastreux à moyen terme, car basé sur le rétrécissement du marché intérieur et dépendant des exportations, du tourisme et de la spéculation immobilière. Et pourtant, il n'a pas remporté de majorité absolue.

La « *geringonça* » a évité au PS un destin semblable à celui du PASOK, mais il s'est agi avant tout d'une tentative visant à endiguer cette crise de la représentation historique. Cependant, son impact a été beaucoup moins important que prévu. Tout indique que la chute réelle du pouvoir d'achat, l'écart salarial grandissant avec la moyenne européenne, l'émigration massive, les bas salaires, la dégradation des services publics et la crise du logement, ainsi que l'émergence de luttes ouvrières non encadrées par des syndicats traditionnels, auraient empêché la majorité absolue du PS.

Le Portugal, en matière de crise, ne fait pas exception.

**Raquel Varela**, 6 octobre 2019

---

---

## **P.-S.**

- Article source :  
<https://www.publico.pt/2019/10/06/politica/opiniao/eleicoes-portugal-nao-excepcao-1889075>
  - Traducion Luiza Toscane.
- 

## **Notes**

[1] Terme signifiant bidule, ou machin mal bricolé, qui désigne les accords entre le PSP, le PCP, les Verts et le BE qui a permit au PP de gouverner, bien que minoritaire, sur la base d'engagements sociaux, sans que les autres partis n'entre au gouvernement.